

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 FÉVRIER 1923.

**Proposition de loi instituant une régie nationale des chemins de fer
de l'État belge.**

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

L'important problème de notre régie actuelle des chemins de fer, gérée par un homme politique, subissant fatalement des influences de parti, pouvant user et abuser de sa situation dans un intérêt purement électoral, auquel est sacrifié l'intérêt de l'État et de la transformation de ce service public en une régie autonome, est à l'ordre du jour depuis longtemps, dans notre pays.

Il en fut question, à diverses reprises, dans nos discussions parlementaires.

En 1913, les Ministres des Chemins de fer et des Finances instituèrent une Commission en vue d'étudier ce problème. Un avant-projet fut élaboré mais, par suite de la guerre, aucune suite n'y fut donnée.

Pendant l'occupation allemande, l'Institut de Sociologie Solvay prit l'initiative de réunir un groupe de députés, de sénateurs, de fonctionnaires et de professeurs, dans le but de faire une étude complète d'une régie autonome de nos chemins de fer. Un grand nombre de séances furent consacrées à cette étude et un projet complet fut arrêté.

Le 10 décembre 1918, M. Renkin, Ministre des Chemins de fer, institua à son tour une Commission « chargée de préparer un avant-projet de loi sur la régie nationale des chemins de fer de l'État belge, et réalisant l'autonomie administrative et financière de cette régie ».

Cette Commission fut composée comme suit :

MM. BOUVIN, ingénieur, à Bruxelles;

JADOT, ingénieur, président du Comité de direction des chemins de fer secondaires, à Bruxelles;

PHILIPPE, inspecteur général des chemins de fer du Nord-Belge, à Liège;

VAN BOGAERT, ingénieur en chef à l'Administration des chemins de fer de l'État, à Bruxelles;

VANDERRIJDT, ingénieur en chef à l'Administration des chemins de fer de l'État et professeur à l'Université de Bruxelles.

Cette Commission travailla rapidement, puisque le 13 février 1919 — moins de deux mois après sa nomination — elle envoya au Ministère l'avant-projet de loi qui lui avait été demandé. Elle fut en mesure d'aboutir aussi vite, parce qu'elle prit pour base de sa discussion le projet élaboré par la Commission de l'Institut Solvay.

M. Renkin n'approuva pas le projet qui lui fut présenté. Il en rédigea un autre qui fut déposé sur le bureau de la Chambre le 25 juin 1919.

Une Section centrale, présidée par M. Mechelynck et composée de MM. De Buc, Helleputte, Liebaert, Houtart, Pepin et de Wouters d'Oplinter, examina le projet et déposa son rapport le 17 septembre 1919.

Ce projet de loi de régie autonome fut adopté par cinq voix contre deux. Les opposants furent MM. Helleputte et Liebaert, qui rédigèrent une longue *Note de la minorité* qui fut publiée à la suite du rapport de l'honorable M. de Wouters d'Oplinter.

La Chambre ne fut pas saisie de ce projet de loi, qui devint caduc par les effets de la dissolution des Chambres législatives, le 22 octobre 1919.

M. Renkin fut remplacé au Département des Chemins de fer, le 2 décembre 1919, que l'honorable M. Pouillet, lequel fit place, le 20 novembre 1920, à M. Xavier Neujean.

Depuis lors, aucun projet de régie autonome des chemins de fer ne fut présenté, bien que cette idée ait fait son chemin et parait assurée de réunir, dans les Chambres, une grande majorité.

C'est dans ces conditions que je crus devoir poser, au Ministre des Chemins de fer, la question suivante :

« Avant la guerre, le chef du Département des Chemins de fer avait institué une Commission chargée de préparer un avant-projet de loi sur la régie autonome des chemins de fer de l'État, et réalisant l'autonomie administrative et financière de cette régie.

» En 1918, M. Renkin institua, à son tour, une Commission chargée de la même mission.

» Cette Commission, qui fut guidée dans son travail par un projet étudié pendant la guerre à l'Institut de Sociologie Solvay, envoya au Ministre, le 13 février 1919, le projet qui lui avait été demandé.

» Ce projet ne reçut point l'assentiment de M. Renkin, qui en rédigea un autre, lequel fut déposé sur le bureau de la Chambre, mais dont celle-ci n'est plus saisie.

» M. le Ministre voudrait-il dire à la Chambre où en est la question de l'organisation d'une régie autonome des chemins de fer et à quelle date il compte saisir le Parlement d'un projet de loi réglant cette importante question? »

Cette question, posée le 28 novembre 1922, ne reçut pas de réponse dans les

délais réglementaires. Elle fut rappelée dans le cahier des questions, le 26 décembre et, depuis lors, M. le Ministre Neujean n'a pas encore daigné répondre à cette question, qui a trait cependant à l'organisation d'un service public des plus important dont il a la garde.

C'est dans ces conditions, Messieurs, que j'ai cru devoir, avec quelques collègues, déposer une proposition de loi instituant une régie autonome des chemins de fer de l'État.

*
* *

Le projet que nous avons l'honneur de soumettre à l'approbation de nos collègues est la copie textuelle de celui qui fut arrêté par la Commission nommée par M. Renkin, sauf que nous en avons retranché le chapitre organisant le statut du personnel de la régie, statut qui, dans notre pensée, doit faire l'objet d'une loi spéciale.

Nous nous bornons à ce bref exposé, indiquant en note ⁽¹⁾ les documents parlementaires auxquels nous renvoyons ceux de nos honorables collègues qui désirent étudier plus à fond ce problème important.

Pareille réforme, nous le savons, ne peut se réaliser qu'avec le concours et l'assentiment du Gouvernement. Mais en présence de l'incertitude et de la mauvaise volonté du ministre actuel des chemins de fer, qui refuse même de répondre aux questions que des députés lui posent, en vertu du règlement de la Chambre, nous avons cru devoir poser le problème de la régie autonome des chemins de fer de l'État devant la Chambre et le pays, assurés que nous sommes que l'organisation en régie autonome de ce grand service public s'impose plus que jamais dans l'intérêt de nos finances, du commerce et de l'industrie.

C'est avec confiance que nous le soumettons à l'appréciation de nos honorables collègues.

LOUIS BERTRAND.

(1) *Rapport* sur le Budget des Chemins de fer, par M. Dallemagne, n° 161, du 10 mars 1914, pp. 29 et suiv.

Annales parlementaires, discussion du Budget des Chemins de fer pour 1914. Session 1913-1914.

Projet de loi déposé par MM. Renkin et Delacroix, n° 199, 25 juin 1919.

Rapport et Note de la minorité, n° 355, du 17 septembre 1919.

L'Autonomie des Chemins de fer de l'État belge, publication de l'Institut de sociologie Solvay, 1 vol., chez Lebaigue, 1919.

Cette étude contient des notices de MM. H. Vanderrijdt, M. Anciaux, G. Bigwood, H. Speyer et G. Deleener.

(4)

(N^o 171)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 FEBRUARI 1923.

Wetsvoorstel tot instelling eener Nationale Regie der Belgische Staatsspoorwegen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het gewichtig vraagstuk van het huidig bedrijf der spoorwegen, beheerd door een politiek man die onvermijdelijk de partijinvloeden ondergaat, die van zijn toestand gebruik of misbruik maken kan in een louter kiesbelang, waardoor het belang van den Staat wordt ter zijde gesteld, en de hervorming van dien openbaren dienst tot een zelfstandig bedrijf, werden sedert lang in ons land te berde gebracht.

Herhaaldelijk was er in de besprekingen van het Parlement sprake van.

In 1913 werd door de Ministers van Spoorwegen en van Financiën eene Commissie ingesteld ten einde dit vraagstuk te onderzoeken. Een voorontwerp werd opgemaakt, doch daaraan werd, wegens den oorlog, geen gevolg gegeven.

Gedurende de Duitse bezetting nam het « Institut de Sociologie Solvay » het initiatief, eene groep volksvertegenwoordigers, senatoren, ambtenaren en professoren op te roepen met het doel, eene zelfstandige regie onzer spoorwegen volledig te onderzoeken. Tal van vergaderingen werden aan dit onderzoek gewijd en een volledig ontwerp werd opgemaakt.

Op 10 December 1918 stelde de heer Renkin, Minister van Spoorwegen, eene commissie in « met opdracht een voorontwerp van wet op de Nationale Regie der Belgische Staatsspoorwegen voor te bereiden, waarbij de administratieve en financieele zelfstandigheid dier Regie zou gevestigd worden ».

Die Commissie werd samengesteld als volgt :

De heeren BOULVIN, ingenieur, te Brussel;

JADOT, ingenieur, voorzitter van het Bestuurscomiteit der Bijspoorwegen, te Brussel;

PHILIPPE, inspecteur-generaal der Spoorwegen « Nord-Belge », te Luik;

VAN BOGAERT, hoofdingenieur bij het bestuur der Staatsspoorwegen, te Brussel;

VANDERRIJDT, hoofdingenieur bij het bestuur der Staatsspoorwegen en professor aan de Hoogeschool te Brussel.

Die Commissie ging snel te werk; immers, op 13 Februari 1919 — minder dan twee maand na hare aanstelling — maakte zij aan den Minister het voorontwerp van wet over, dat men haar gevraagd had. Zij was in staat zoo snel te werken, omdat zij het ontwerp, opgemaakt door de Commissie van het « Institut Solvay », tot grondslag van hare beraadslagingen had genomen.

De heer Renkin keurde het ontwerp, dat hem werd aangeboden, niet goed. Hij maakte een ander ontwerp op, dat in de Kamer werd ingediend op 25 Juni 1919.

Eene Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Mechelynek en bestaande uit de heeren De Bue, Helleputte, Liebaert, Houtart, Pepin en de Wouters d'Oplinter, onderzocht het ontwerp en diende haar verslag in den 17^{en} September 1919.

Dit ontwerp van wet van zelfstandige regie werd aangenomen met vijf tegen twee stemmen. De tegenstanders waren de heeren Helleputte en Liebaert; deze maakten een lange *Nota van de minderheid* op, welke na het verslag van den achtbaren heer de Wouters d'Oplinter werd opgenomen.

Dit wetsontwerp kwam niet in behandeling in de Kamer; het verviel ten gevolge van de ontbinding der Wetgevende Kamers op 2^o October 1919.

De heer Renkin werd in het Departement van Spoorwegen, op 2 December 1919, vervangen door den achtbaren heer Pouillet, die den 20^{en} November 1920 plaats maakte voor den heer Xavier Neujean.

Sedertdien werd geen ander ontwerp van zelfstandige regie der spoorwegen ingediend, ofschoon dit denkbeeld ingang gevonden heeft en, naar het schijnt, met een groote meerderheid in de Kamers zou aangenomen worden.

Onder die omstandigheden achtte ik het noodig, de volgende vraag te stellen aan den Minister van Spoorwegen :

« Vóór den oorlog werd door den Minister van Spoorwegen een Commissie ingesteld tot het bestudeeren van een voorontwerp betreffende het inrichten van eene zelfstandige regie der Staatsspoorwegen met administratieve en financiële zelfstandigheid.

» De heer Renkin stelde op zijne beurt, in 1918, eene Commissie in met dezelfde opdracht.

» Die Commissie, die bij haar werk gebruik maakte van een ontwerp dat onder den oorlog in het « Institut de sociologie Solvay » werd bestudeerd, deed op 13 Februari 1919 aan den Minister het haar gevraagde voorontwerp geworden.

» Dit ontwerp werd door den heer Renkin niet goedgekeurd en deze maakte er een ander op, dat bij de Kamer werd ingediend, maar dat thans niet meer aanhangig is.

» Gelieve de heer Minister te zeggen, hoever het staat met het vraagstuk der oprichting van eene zelfstandige spoorwegregie en wanneer hij een wetsontwerp betreffende die belangrijke zaak bij de Kamer denkt aanhangig te maken? »

Op deze vraag, ingediend den 28^{en} November 1922, werd niet geantwoord binnen den tijd bepaald door het reglement. Zij werd opnieuw vermeld in het blad der vragen en antwoorden, den 26^{en} December, en sedertdien gewaardigde Minister Neujean zich niet te antwoorden op die vraag, welke nochtans de inrichting betreft van een hoogst gewichtigen dienst, waarme hij belast is.

Onder die omstandigheden heb ik het noodig geacht, Mijne Heeren, met enkele medeleden een wetsvoorstel in te dienen tot oprichting van eene zelfstandige regie der Staatsspoorwegen.

*
* * *

Het ontwerp, dat wij de eer hebben aan onze medeleden ter goedkeuring voor te leggen, is de woordelijke herhaling van het ontwerp, opgemaakt door de Commissie-Renkin; daarvan hebben wij echter afgescheiden het hoofdstuk tot regeling van het statuut van het personeel der regie; naar onze meening, moet dit statuut het voorwerp van eene bijzondere wet uitmaken.

Wij bepalen ons bij dit beknopt overzicht en vermelden als nota (1) de gedrukte stukken der Kamer, naar welke wij onze achtbare medeleden verwijzen, die dit gewichtig vraagstuk willen grondiger onderzoeken.

Zoodanige hervorming kan, wij weten het, slechts met de medewerking en de instemming van de Regeering ingevoerd worden. Doch, tegenover de werkeloosheid en den kwaden wil van den tegenwoordigen Minister van Spoorwegen, die zelfs weigert te antwoorden op vragen, door Kamerleden gesteld overeenkomstig het reglement van de Kamer, meenden wij het vraagstuk van de zelfstandige regie der Staatsspoorwegen te moeten te berde brengen in de Kamer en in het land; wij zijn inderdaad overtuigd dat de oprichting tot zelfstandige regie van dien grooten openbaren dienst meer dan ooit noodig is in het belang van onze financiën, van den handel en van de nijverheid.

Met vertrouwen onderwerpen wij het aan het oordeel van onze achtbare medeleden.

LOUIS BERTRAND.

(1) *Verslag* over de Begrooting van Spoorwegen, door den heer Dallemagne, n^o 161, 10 Maart 1914, bl. 29 en volg.

Handelingen van de Kamer, behandeling van de Spoorwegbegrooting voor 1914. Zittingsjaar 1913-1914.

Wetsontworp ingediend door de heeren Renkin en Delacroix, n^o 199, 25 Juni 1919.

Verslag en Nota van de minderheid, n^o 355, 17 September 1919.

L'Autonomie des Chemins de fer de l'État belge, uitgave van het « Institut de sociologie Solvay », 1 boekd., Lebègue, 1919. In dit werk komen bijdragen voor van de heeren H. Vanderrydt, M. Anciaux, G. Bigwood, H. Speyer en G. Deleener.

(4)

PROPOSITION DE LOI

Instituant une Régie Nationale des
Chemins de fer de l'État Belge.

I. — Objet.

ARTICLE PREMIER.

Il est constitué, sous le nom de Régie Nationale des Chemins de fer de l'État, un organisme chargé de gérer, exploiter et développer le réseau des chemins de fer de l'État.

ART. 2.

La Régie ne doit pas être une source de revenus pour l'État ; elle a uniquement pour objet d'effectuer les transports dans de bonnes conditions, au plus bas prix compatible avec l'obligation de maintenir les lignes et le matériel en bon état, de donner à ses agents une rémunération équitable, et de payer l'intérêt et l'amortissement des capitaux investis dans le réseau des chemins de fer.

II. — Pouvoirs.

ART. 3.

La Régie possède la personnalité civile ; elle acquiert, détient et aliène au nom et pour le compte de l'État ; elle peut émettre des obligations garanties par l'État, moyennant autorisation préalable du Parlement ; elle peut aussi contracter des emprunts à court terme, moyennant autorisation

WETSVOORSTEL

tot instelling eener Nationale Regie der
Belgische Staatsspoorwegen.

I. — Doel.

EERSTE ARTIKEL.

Onder de benaming « Nationale Regie der Belgische Staatsspoorwegen » wordt een dienst opgericht met opdracht het net der Staatsspoorwegen te beheeren, in bedrijf te nemen en uit te breiden.

ART. 2.

De Regie moet niet een bron van inkomsten zijn voor den Staat ; zij heeft enkel ten doel, het vervoer te verzekeren onder voordeelige voorwaarden, tegen den laagst mogelijken prijs vereenigbaar met de verplichting, de lijnen en het materieel in goeden staat te behouden, aan hare beambten eene billijke bezoldiging toe te kennen en den interest, alsmede de aflossing te betalen van het kapitaal aangewend voor het spoorwegnet.

II. — Bevoegdheden.

ART. 3.

De Regie bezit rechtspersoonlijkheid ; zij koopt, bezit en vervreemt in naam en voor rekening van den Staat ; zij kan, behoudens voorafgaande machtiging van de Wetgevende Kamers, obligatiën uitgeven onder waarborg van den Staat ; zij kan ook, behoudens voorafgaande machtiging

préalable des Ministres des Chemins de fer et des Finances.

ART. 4.

Les lois et arrêtés royaux concernant les chemins de fer de l'État, qui ne sont pas abrogés ou contredits par la présente loi, restent en vigueur. La Régie est subrogée au Ministre des chemins de fer pour leur application.

ART. 5.

La Régie est représentée devant le Parlement par le Ministre des chemins de fer.

III. — Administration.

ART. 6.

La Régie est administrée par un Conseil d'administration qui a les pouvoirs les plus étendus pour prendre ou ratifier toutes les mesures et décisions qui intéressent la Régie et les faire exécuter. Notamment, il engage et révoque tous agents, détermine leurs attributions, fixe leurs traitements et salaires et, éventuellement, leurs cautionnements; il établit les règles concernant les retraites et pensions des agents, de leurs veuves et de leurs orphelins; il établit les tarifs, prix et conditions des transports; il fixe le nombre et l'horaire des trains; il détermine les nouvelles lignes à construire; il décide la modification des installations existantes, la création, la suppression ou la modification de gares, haltes et points d'arrêt, l'acquisition de matériel fixe et roulant de toute espèce; il autorise la création, la modification ou la suppression d'em-

van de Ministers van Spoorwegen en van Financiën, leeningen op korten termijn aangaan.

ART. 4.

De wetten en Koninklijke besluiten betreffende de Staatsspoorwegen, die door deze wet niet zijn ingetrokken of met deze niet in strijd zijn, blijven van kracht. Voor de toepassing daarvan treedt de Regie in de rechten van den Minister van Spoorwegen.

ART. 5.

De Regie wordt voor de Wetgevende Kamers vertegenwoordigd door den Minister van Spoorwegen.

III. — Beheer.

ART. 6.

De Regie wordt beheerd dooreen Raad van beheer, die de meest uitgebreide macht bezit tot het nemen of bekrachtigen van alle maatregelen en beslissingen, die de Regie aanbelangen, en tot het doen uitvoeren daarvan. Hij stelt namelijk al de beambten aan of af, bepaalt hunne bevoegdheden, stelt hunne jaarwedden en loonen en, zoo noodig, hunnen borgtocht vast; hij bepaalt de regelen aangaande de rustgelden en de pensioenen van de beambten, van dezer weduwen en weezen; hij stelt de tarieven, prijzen en voorwaarden van vervoer vast; hij bepaalt het aantal treinen en dezer uurregeling; hij beslist welke nieuwe lijnen moeten aangelegd worden; hij beslist over de wijziging van de bestaande inrichtingen, over het oprichten, het afschaffen of het wijzigen van staties, halten en stopplaatsen, het aankopen van allerhande vast en rollend materieel;

branchements particuliers ; il accorde ou retire les autorisations nécessaires pour l'exécution par des tiers de tous travaux dans le domaine des chemins de fer de l'État et dans les zones réservées le long de ceux-ci ; il assure les rapports des chemins de fer de l'État avec toutes administrations publiques et privées ; il élabore les règlements d'ordre intérieur, les règlements concernant les voyageurs et les marchandises et les règlements de police concernant l'exploitation des chemins de fer ; il fait tous marchés ou contrats pour l'achat de matériel et de biens meubles et immeubles et pour l'exécution de tous travaux ; il conclut toutes conventions avec toutes entreprises de transports, publiques ou privées ; il reçoit toutes sommes dues à la Régie et autorise tous paiements ; il fournit et accepte des garanties pour les engagements pris par la Régie ou envers elle ; il autorise toutes actions judiciaires ; il traite, transige et compromet sur tous les intérêts de la Régie ; il la représente tant passivement qu'activement devant toutes juridictions ; comparait à tous actes même authentiques et donne pouvoir à cet effet.

ART. 7.

Le Conseil d'administration a toute liberté pour l'achat de toutes fournitures et l'exécution de tous travaux ; il peut procéder par adjudication publique ou restreinte ou par marché de gré à gré.

hij verleent toelating tot aanleg, wijziging of afschaffing van bijzondere zijtakken ; hij verleent of ontnemt de noodige machtigingen tot het uitvoeren, door derden, van alle werken binnen het gebied der Staatsspoorwegen en binnen de langs dit gebied gelegen voorbehouden strooken ; hij verzekert de betrekkingen van de Staatsspoorwegen met al de openbare en private besturen ; hij maakt de reglementen van orde, de reglementen betreffende de reizigers en de goederen, alsmede de politiereglementen betreffende de spoorwegonderneming ; hij sluit alle koopovereenkomsten en contracten tot aankoop van materieel en van roerende en onroerende goederen, alsmede tot uitvoering van allerhande werken ; hij sluit alle overeenkomsten met om 't even welke openbare of private vervoerondernemingen ; hij int al de sommen, aan de Regie verschuldigd, en geeft machtiging voor de betalingen ; hij verstrekt en aanvaardt waarborgen voor de verbintenissen aangaan door de Regie of voor haar ; hij geeft machtiging voor alle rechtsvorderingen ; hij onderhandelt, treft dading en neemt scheidsgerecht aan omtrent al de belangen van de Regie ; hij vertegenwoordigt haar en als verweerder en als eischer voor alle rechtbanken, verschijnt in alle, zelfs authentieke akten en geeft daartoe volmacht.

ART. 7.

De Raad van Beheer koopt vrijelijk alle benodigdheden aan en voert vrijelijk alle werken uit ; hij kan handelen bij wijze van openbare of beperkte aanbesteding of bij aanneming uit de hand.

ART. 8.

Toutefois, le Conseil d'administration doit obtenir l'approbation préalable des Ministres des Chemins de Fer et des Finances pour :

1° conclure un contrat d'une durée supérieure à dix années ;

2° acheter ou vendre des immeubles d'une valeur supérieure à 500,000 fr. ;

3° passer un contrat de fournitures ou de travaux avec une personne physique ou morale de nationalité étrangère.

ART. 9.

Le Conseil d'administration se compose de douze membres nommés par le Roi sur la proposition des Ministres des Chemins de Fer et des Finances et choisis parmi les candidats présentés par la Chambre des Représentants ; à cet effet, celle-ci désigne, pour chaque poste d'Administrateur à pourvoir, deux candidats élus par une délibération réunissant au moins les trois quarts des voix.

ART. 10.

Les Administrateurs doivent être Belges de naissance ou avoir reçu la grande naturalisation, être âgés de 35 ans au moins et de 70 ans au plus. Ils ne peuvent ni être membres du Parlement, ni avoir fait partie du Parlement depuis au moins cinq ans.

ART. 11.

Le mandat d'Administrateur a une durée de six ans ; tout Administrateur sortant peut être renommé. Le Conseil se renouvelle par tiers tous les deux ans.

ART. 8.

De Raad van Beheer moet echter de goedkeuring van de Ministers van Spoorwegen en van Financiën vooraf bekomen om :

1° Eene overeenkomst voor meer dan tien jaar te sluiten ;

2° Onroerende goederen met eene waarde van meer dan 500,000 frank te koopen of te verkoopen ;

3° Eene overeenkomst voor leveringen of werken te sluiten met een natuurlijk persoon of een rechtspersoon van vreemde nationaliteit.

ART. 9.

De Raad van Beheer bestaat uit twaalf leden ; zij worden benoemd door den Koning op voordracht van de Ministers van Spoorwegen en van Financiën en gekozen onder de kandidaten, door de Kamer der Volksvertegenwoordigers voorgedragen ; deze duidt daartoe, voor elke openstaande betrekking van Beheerder, twee kandidaten aan, die ten minste drie vierden der stemmen hebben bekomen.

ART. 10.

De Beheerders moeten Belg zijn door geboorte of de groote naturalisatie bekomen hebben, ten minste 35 en ten hoogste 70 jaar oud zijn. Zij mogen geen lid van het Parlement zijn noch daarvan lid geweest zijn in de jongste vijf jaar.

ART. 11.

Het mandaat van Beheerder geldt voor zes jaar ; ieder aftredend Beheerder kan herbenoemd worden. Om de twee jaar wordt een derde van den Raad

En cas de vacance, il y est pourvu comme il est dit ci-dessus, article 9; l'Administrateur achève le mandat de celui qu'il remplace.

ART. 12.

Par exception, le premier tiers du Conseil d'administration siégera trois ans, le second cinq ans et le troisième sept ans; l'arrêté royal nommant les membres du Conseil règlera l'ordre de sortie.

ART. 13.

En cas de fraude, d'infraction à la présente loi, de négligence grave, d'absence prolongée, ou d'indignité, les Administrateurs peuvent être révoqués par le Roi sur la proposition du Ministre des Chemins de Fer.

ART. 14.

Le Conseil établit son règlement d'ordre intérieur, qui doit être approuvé par le Ministre des Chemins de Fer.

ART. 15.

Le Conseil d'Administration élit chaque année parmi ses membres un Président et un Vice-Président. Il est convoqué par le Président au moins deux fois par mois et, en outre, lorsque les affaires l'exigent ou sur la demande du tiers de ses membres. Il ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente; en cas de parité, la voix du Président est prépondérante.

vernieuwd. Valt eene plaats open, dan wordt daarin voorzien naar luid van artikel 9; de aldus benoemde Beheerder voleindigt het mandaat van dien hij vervangt.

ART. 12.

Bij uitzondering heeft het eerste derde van den Raad van Beheer zitting gedurende drie jaar, het tweede gedurende vijf jaar en het derde gedurende zeven jaar; de rooster van aftreding wordt geregeld door het Koninklijk besluit, waarbij de leden van den Raad worden benoemd.

ART. 13.

In geval van bedrog, van overtreding dezer wet, van merkelijke achteloosheid, van langdurige afwezigheid of van onwaardigheid kunnen de Beheerders door den Koning worden afgesteld op voorstel van den Minister van Spoorwegen.

ART. 14.

De Raad stelt zijn reglement van orde vast; dit reglement moet door den Minister van Spoorwegen goedgekeurd worden.

ART. 15.

De Raad van Beheer kiest ieder jaar, onder zijne leden, een Voorzitter en een Ondervoorzitter. Hij wordt door den Voorzitter bijeengeroepen ten minste tweemaal per maand en, bovendien, wanneer de zaken het vereischen of op aanvraag van een derde zijner leden. Hij kan slechts beraadslagen wanneer de meerderheid zijner leden aanwezig is; bij staking van stem-

ART. 16.

L'Administrateur qui a ou qui représente un intérêt opposé à celui de la Régie dans une affaire soumise au Conseil d'Administration est tenu d'en prévenir le Conseil, et de faire mentionner sa déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut pas prendre part aux délibérations relatives à cette affaire.

ART. 17.

Chaque administrateur reçoit un traitement annuel de 15,000 fr. ; il est en outre attribué au Conseil une somme globale de 50,000 francs par an, qu'il répartit entre ses membres comme jetons de présence.

ART. 18.

Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la Régie. Ils sont responsables, conformément au droit commun, de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et des fautes qu'ils commettent dans leur gestion.

ART. 19.

Ils sont responsables soit envers la Régie, soit envers les tiers, de tous dommages résultant d'infractions aux dispositions des lois en vigueur ou du règlement organique. Ils ne sont déchargés de cette responsabilité, quant aux infractions auxquelles ils n'ont pas pris part, que si aucune faute ne leur est imputable et s'ils ont dénoncé

men is de stem van den Voorzitter beslissend.

ART. 16.

De Beheerder, die een belang, hetwelk in strijd is met dat der Regie, heeft of vertegenwoordigt in eene zaak voorgelegd aan den Raad van Beheer, moet den Raad daarvan kennis geven en zijne verklaring in het proces-verbaal der vergadering doen opnemen. Hij mag niet deelnemen aan de beraadslagingen betreffende die zaak.

ART. 17.

Elke beheerder ontvangt eene jaarwedde van 15,000 frank; bovendien wordt aan den Raad een globale som van 50,000 frank per jaar toegekend om, bij wijze van zitpenningen, onder de leden te worden verdeeld.

ART. 18.

De Beheerders zijn persoonlijk niet aansprakelijk voor de verbintenissen der Regie. Zij zijn aansprakelijk, overeenkomstig het gemeene recht, voor de uitoefening van het mandaat, dat hun werd opgedragen, en voor de fouten, waaraan zij zich in hun beheer schuldig maken.

ART. 19.

Zij zijn aansprakelijk, hetzij tegenover de Regie, hetzij tegenover derden, voor elke schade wegens overtredingen van de bestaande wetten of van het organiek reglement. Zij worden van deze aansprakelijkheid alleen dan ontheven, wat betreft de overtredingen waaraan zij vreemd zijn gebleven, wanneer hun geene

les infractions à l'assemblée la plus prochaine du Conseil, après qu'ils en auront eu connaissance.

ART. 20.

Le Conseil d'administration peut créer un Comité permanent composé de cinq membres du Conseil d'administration et lui déléguer une partie de ses pouvoirs, qu'il détermine. Le Comité permanent a spécialement pour mission l'étude des questions qui doivent être soumises au Conseil d'administration et la préparation des solutions à leur donner.

ART. 21.

Le mandat de tout membre du Comité permanent expire en même temps que son mandat d'administrateur; s'il est renommé comme administrateur, il peut aussi être réélu par le Conseil comme membre du Comité.

ART. 22.

Le Conseil d'Administration peut en tout temps retirer son mandat à un membre du Comité.

ART. 23.

Les membres du Comité permanent reçoivent une indemnité annuelle globale de 75,000 francs, qu'ils répartissent entre eux suivant leurs conventions particulières.

schuld kan ten laste gelegd worden en wanneer zij de overtredingen hebben aangeklaagd in de eerstkomende vergadering van den Raad, nadat zij daarvan kennis hebben gekregen.

ART. 20.

De Raad van Beheer kan een Bestendig Comitéit, bestaande uit vijf leden van den Raad van Beheer, benoemen en daaraan een door hem bepaald deel van zijne bevoegdheden overdragen. Het Bestendig Comitéit is inzonderheid belast met het onderzoek van de vraagpunten, die aan den Beheerraad moeten voorgelegd worden, en met de voorbereiding der daaraan te geven oplossingen.

ART. 21.

Het mandaat van elk lid van het Bestendig Comitéit eindigt tegelijkertijd als zijn mandaat van Beheerder; wordt hij herbenoemd als Beheerder, dan kan hij ook door den Raad als lid van het Comitéit worden herkozen.

ART. 22.

Het maandaat van een lid van het Comitéit kan hem door den Raad van Beheer te allen tijde ontnomen worden.

ART. 23.

De leden van het Bestendig Comitéit ontvangen een jaarlijksche globale vergelding van 75,000 frank, welke zij onder elkander naar hunne bijzondere overeenkomsten verdeelen.

IV. — De la Direction.

ART. 24.

Un Directeur Général est chargé de l'exécution de toutes les décisions du Conseil d'Administration et de la gestion journalière des affaires de la Régie ; tout le personnel est placé sous ses ordres.

ART. 25.

Au point de vue de son exploitation, le réseau est divisé en plusieurs Régions à la tête de chacune desquelles est placé un Directeur d'Exploitation. Le Conseil d'Administration détermine le nombre et l'étendue des Régions.

ART. 26.

Le Conseil d'Administration nomme le Directeur Général et les Directeurs d'Exploitation, fixe leurs appointements, détermine les conditions et la durée de leur engagement, qui ne peut pas dépasser huit ans, mais peut être renouvelé.

ART. 27.

Le Directeur Général et les Directeurs d'Exploitation ne peuvent pas être âgés de moins de 35 ans ni de plus de 65 ans.

ART. 28.

Il appartient au Directeur Général :

1^o de faire exécuter les décisions du Conseil d'administration ;

2^o de représenter la Régie vis-à-vis des tiers, en matière administrative et en justice ;

IV. — Bestuur.

ART. 24.

Een Algemeene Bestuurder is gelast al de beslissingen van den Raad van Beheer uit te voeren en de loopende zaken der Regie te beheeren ; geheel het personeel staat onder zijn gezag.

ART. 25.

Ten aanzien van zijne exploitatie wordt het net verdeeld in verscheidene streken ; elke dezer staat onder de leiding van een Exploitatiebestuurder. De Raad van Beheer stelt het aantal en de uitgestrektheid van deze streken vast.

ART. 26.

De Raad van Beheer benoemt den Algemeenen Bestuurder en de Exploitatiebestuurders, stelt hunnewedden vast, bepaalt de voorwaarden en den duur van hunne dienstneming ; deze geldt voor ten hoogste acht jaar, doch kan vernieuwd worden.

ART. 27.

De Algemeene Bestuurder en de Exploitatiebestuurders mogen niet minder dan 35 jaar, noch meer dan 65 jaar oud zijn.

ART. 28.

De Algemeene Bestuurder is bevoegd om :

1^o De beslissingen van den Raad van Beheer te doen uitvoeren ;

2^o De Regie te vertegenwoordigen tegenover derden, in bestuurszaken en voor de rechtbanken ;

3° d'ordonnancer les dépenses conformément aux modes établis par les lois et règlements ;

4° d'approuver, au point de vue technique et financier, les projets de travaux et d'adjudication dont le montant ne dépasse pas 100,000 francs ;

5° d'approuver les contrats d'adjudication publique d'un montant ne dépassant pas le chiffre de 100,000 fr. et les marchés directs jusqu'à concurrence de 50,000 francs ;

6° d'autoriser les actions à intenter et d'approuver les transactions lorsque la valeur de l'objet litigieux ne dépasse pas 50.000 francs et qu'il ne s'agit pas d'un cas nouveau, pouvant créer un précédent au détriment de l'Administration ;

7° de faire établir et de présenter au Conseil d'administration les états de prévision, le compte annuel et son rapport de gestion. Au surplus, le Conseil d'administration peut déléguer au Directeur Général d'autres pouvoirs qu'il détermine, notamment pour nommer et révoquer les agents et fixer leur rémunération ; les Directeurs d'exploitation peuvent recevoir du Conseil le pouvoir de nommer et révoquer certains agents et fixer leur rémunération.

ART. 29.

Le Directeur Général doit, à la plus prochaine séance du Conseil, faire part à celui-ci de toutes les mesures qu'il a prises en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

3° De uitgaven betaalbaar te stellen op de wijzen bepaald door de wetten en reglementen ;

4° De ontwerpen van werken en aanbestedingen, waarvan het beloop niet 100,000 frank overschrijdt, goed te keuren, wat de techniek en de uitgaven betreft ;

5° De contracten van openbare aanbesteding, waarvan het beloop niet 100,000 frank overschrijdt, en de rechtstreeksche koopcontracten tot een beloop van 50,000 frank goed te keuren ;

6° Machtiging te verleen en tot het instellen van rechtsvorderingen en de dadingen goed te keuren, wanneer de waarde van de betwiste zaak niet 50,000 frank overschrijdt en het niet een nieuw geval geldt, dat een precedent ten nadeele van het Beheer zou kunnen uitmaken ;

7° De staten der geraamde uitgaven, de jaarrekening en het verslag over het beheer te doen opmaken en aan den Raad van Beheer voor te leggen.

Bovendien kan de Raad van Beheer aan den Algemeenen Bestuurder andere bevoegdheden overdragen, welke hij bepaalt, namelijk om de beambten aan en af te stellen en hunne bezoldiging te regelen ; de Raad kan aan de Exploitatiebestuurders opdracht geven om sommige beambten aan en af te stellen en hunne bezoldiging te regelen.

ART. 29.

In de eerstkomende vergadering van den Raad moet de Algemeene Bestuurder aan dezen kennis geven van al de maatregelen, welke hij, krachtens de hem toegekende bevoegdheden, heeft genomen.

Art. 30.

Le Directeur général assiste avec voix consultative à toutes les séances du Conseil d'administration et du Comité permanent. Toutefois, il est tenu de se retirer lorsque la fixation de ses émoluments et le renouvellement de son mandat sont mis en discussion.

V. Prix et conditions des transports.**Art. 31.**

Toutes les dispositions de la loi du 25 août 1891 demeurent applicables à la Régie, sauf ce qui est dit aux articles 32 et 33 ci-après.

Art. 32.

Les prix et conditions du transport sur les chemins de fer de la Régie sont fixés par le Conseil d'administration qui tiendra uniquement compte des nécessités d'une bonne exploitation commerciale telles qu'elles sont définies aux articles 1 et 2.

Art. 33.

Les livres et écritures pour l'enregistrement des transports et pour la perception des taxes sur les chemins de fer de la Régie, sont déterminés par des règlements arrêtés par le Conseil d'administration.

VI. Dispositions générales.**Art. 34.**

Les libres parcours et gratuits de transport accordés en vertu de la

Art. 30.

De Algemeene Bestuurder woont al de vergaderingen van den Raad van Beheer en van het Bestendig Comité bij en heeft er raadgevende stem. Hij moet zich echter verwijderen zodra de vaststelling van zijne verdiensten en de vernieuwing van zijn mandaat in behandeling worden genomen.

V. — Prijzen en voorwaarden van het vervoer.**Art. 31.**

Al de bepalingen der wet van 25 Augustus 1891 blijven van toepassing op de Regie, behoudens het bepaalde in de hierna volgende artikelen 32 en 33.

Art. 32.

De prijzen en voorwaarden van het vervoer op de spoorwegen der Regie worden vastgesteld door den Raad van Beheer, die alleen rekening houdt met de noodwendigheden eener goede handelsonderneming, zooals die bij de artikelen 1 en 2 zijn omschreven.

Art. 33.

De boeken en schrifturen voor de inschrijving van het vervoer en voor de heffing der rechten op de Regiespoorwegen worden bepaald door reglementen vastgesteld door den Raad van Beheer.

VI. — Algemeene bepalingen.**Art. 34.**

De vrijkaarten en het vrij vervoer verleend krachtens de Grondwet of

Constitution ou d'une loi, ou à la demande du Gouvernement sont facturés au Trésor au prix réglementaire et leur montant est déduit des sommes que la Régie doit verser à l'État.

ART. 35.

L'État peut imposer à la Régie :

a) la construction de certaines lignes et l'exécution de certains travaux ;

b) l'application de tarifs réduits, la gratuité de certains transports, ou l'organisation de certains services, à la condition de lui verser des indemnités équitables. Ces indemnités sont portées au crédit du compte de premier établissement dans le premier cas, au crédit du compte Exploitation dans le second.

VII. — Comité consultatif.

ART. 36.

Il est institué un Comité consultatif des chemins de fer qui donnera son avis sur les besoins du trafic et les conditions de transport.

ART. 37.

Le Comité consultatif délibère sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Conseil d'administration de la Régie. Celui-ci peut, s'il estime qu'il y a urgence, fixer au Comité consultatif un délai déterminé pour envoyer son avis. Le Comité consultatif peut se saisir lui-même des questions de sa compétence et donner d'office son avis.

eene wet, op de aanvraag van de Regeering, worden in rekening gebracht aan de Schatkist tegen den prijs bepaald door de reglementen en het bedrag daarvan komt in mindering van de sommen, die de Regie aan den Staat nitkeeren moet.

ART. 35.

De Staat kan de Regie verplichten :

a) Zekere spoorlijnen aan te leggen en zekere werken uit te voeren ;

b) Verminderde tarieven toe te passen, zeker vervoer kosteloos te doen, of zekere diensten in te richten, mits hij haar eene billijke vergoeding nitkeert. Deze vergoedingen worden gebracht, in het eerste geval, op het credit der rekening van eerste inrichting en, in het tweede geval, op het credit der Exploitatie-rekening.

III. — Raadgevend Comitéit.

ART. 36.

Er wordt een Raadgevend Comitéit der Spoorwegen ingesteld ; dit Comitéit brengt zijn advies nit over de behoeften van het verkeer en over de voorwaarden van vervoer.

ART. 37.

Het Raadgevend Comitéit beraadslaagt over al de vraagpunten, die daaraan door den Raad van Beheer der Regie worden voorgelegd. Deze kan, zoo hij de zaak spoedeischend acht, bepalen binnen welken termijn het Raadgevend Comitéit zijn advies moet inzenden. Het Raadgevend Comitéit kan rechtstreeks kennis nemen van zaken, waarvoor het bevoegd is, en zijn advies ambtshalve nitbrengen.

ART. 38.

Le Comité consultatif se compose de :

Six délégués du Conseil Supérieur du Commerce et de l'Industrie;

Trois délégués du Conseil Supérieur d'Agriculture;

Neuf délégués, choisis, à raison de un par province, parmi les personnes éligibles aux Tribunaux de Commerce et les Agriculteurs, par le Tribunal de Commerce du chef-lieu de chacune des provinces ou, à son défaut, par le Tribunal Civil;

Trois délégués des Départements Ministériels, nommés par le Roi.

A chaque réunion du Comité Consultatif assistera un délégué du Conseil d'Administration de la Régie avec voix délibérative.

Les membres des Chambres législatives ne peuvent pas faire partie du Comité Consultatif.

ART. 39.

Un arrêté royal pourvoira par des règles organiques à l'exécution des dispositions relatives à la composition et aux attributions du Comité Consultatif.

VIII. — Comptabilité.

ART. 40.

L'État devra fournir à la Régie les fonds nécessaires pour qu'elle puisse rétablir le réseau en bon état d'exploitation, tel qu'il était en 1914. Toutes les dépenses pour développer et amé-

ART. 38.

Het Raadgevend Comité bestaat uit :

Zes afgevaardigden van den Hoogen Handels- en Nijverheidsraad;

Drie afgevaardigden van den Hoogen Landbouwwaad;

Negen afgevaardigden, waarvan een in elke provincie onder de verkiesbare personen voor de Rechtbanken van Koophandel en onder de Landbouwers wordt gekozen door de Handelsrechtbank der hoofdplaats van elke provincie, of, bij ontstentenis daarvan, door de Burgerlijke Rechtbank;

Drie afgevaardigden van de Ministerieele Departementen, door den Koning benoemd.

De vergaderingen van het Raadgevend Comité worden bijgewoond door een afgevaardigde van den Raad van Beheer der Régie. Deze afgevaardigde is er stemgerechtigd.

De leden van de Wetgevende Kamers mogen geen deel uitmaken van het Raadgevend Comité.

ART. 39.

De uitvoering van de bepalingen betreffende de samenstelling en de bevoegdheden van het Raadgevend Comité wordt bij Koninklijk besluit door middel van een organiek reglement geregeld.

VIII. — Comptabiliteit.

ART. 40.

De Staat moet aan de Régie de noodige gelden verstrekken opdat zij het net in goeden staat van exploitatie kunne herstellen, zooals het was in 1914. Al de uitgaven tot

liorer le réseau seront à la charge de la Régie.

ART. 41.

La valeur de reprise du réseau remis en bon état d'exploitation est fixée à forfait à deux milliards et demi de francs. La Régie est débitée de cette somme envers le Trésor Public, lequel répondra seul vis-à-vis des tiers de toutes les dettes antérieurement contractées par l'État Belge en raison de l'exploitation des chemins de fer. La Régie n'a aucun droit sur les indemnités à revenir à la Belgique, en réparation des dommages causés par la guerre aux chemins de fer de l'État.

ART. 42.

A titre d'intérêt et d'amortissement de la valeur de reprise du réseau, la Régie doit payer à l'État pendant soixante ans, à partir du 1^{er} janvier 1920, une annuité de 100 millions de francs.

ART. 43.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice s'étendra jusqu'au 31 décembre 1920.

ART. 44.

Le Conseil d'administration remet au Ministre des Chemins de fer, pour être soumises à l'approbation des Chambres, les demandes de crédit pour couvrir les dépenses en compte de premier établissement telles que : agrandissements d'installations exis-

uitbreiding en verbetering van het net komen ten laste van de Regie.

ART. 41.

De waarde der overname van het in goeden staat van exploitatie herstelde net wordt eens voor al vastgesteld op 2 1/2 milliard frank. De Regie wordt van deze som gedebiteerd tegenover de Schatkist, die alleen aansprakelijk is tegenover derden voor al de schulden, vroeger door den Belgischen Staat aangegaan wegens het spoorwegbedrijf. De Regie heeft geen aanspraak op de vergoedingen, aan België verschuldigd tot herstel der schade, door den oorlog aan de Staatsspoorwegen veroorzaakt.

ART. 42.

Gedurende zestig jaar, vanaf 1 Januari 1920, moet de Regie aan den Staat eene annuïteit van 100 millioen frank betalen als interest en aflossing van de waarde der overname van het net.

ART. 43.

Het dienstjaar vangt aan op 1 Januari en eindigt op 31 December van ieder jaar. Bij uitzondering wordt het eerste dienstjaar tot op 31 December 1920 verlengd.

ART. 44.

De Raad van Beheer zendt aan den Minister van Spoorwegen, om aan de Kamers ter goedkeuring te worden onderworpen, de credietaanvragen tot bestrijding van de uitgaven op de rekening van eerste inrichting, als : vergrooting van

tantes, construction de nouvelles lignes, augmentation d'effectif du matériel.

Ces demandes de crédits peuvent se rapporter à des dépenses réparties sur plusieurs exercices. Les crédits autorisés par les Chambres peuvent être utilisés par le Conseil d'administration, pendant la période couverte par la demande de crédits, aux époques et dans l'ordre les plus favorables aux intérêts de la Régie.

ART. 45.

En même temps qu'elles autorisent les crédits pour dépenses de premier établissement, les Chambres décident si les fonds nécessaires seront fournis à la Régie par le Trésor, ou si la Régie créera, pour se les procurer, des obligations garanties par l'État.

ART. 46.

Si le Trésor fournit à la Régie les fonds pour les dépenses de premier établissement, il versera en une fois la totalité des crédits autorisés et la Régie devra au Trésor l'intérêt et l'amortissement en soixante ans des sommes mises à sa disposition. Ces annuités seront calculées sur la base du taux effectif auquel l'État aura contracté ses derniers emprunts.

ART. 47.

Si la Régie crée des obligations garanties, le Conseil d'administration pourra en faire l'émission en une ou plusieurs fois; il devra faire approuver

bestaande inrichtingen, aanleg van nieuwe lijnen, vermeerdering van materieel.

Die credietaanvragen kunnen uitgaven betreffen, welke over verscheidene dienstjaren zijn verdeeld. De door de Kamers verleende credieten kunnen, gedurende den termijn voorzien in de credietaanvraag, door den Raad van Beheer worden aangewend op de tijdstippen en in de volgorde, welke het meest voordeelig voor de belangen der Regie worden geacht.

ART. 45.

De Kamers, die de credieten voor uitgaven van eerste inrichting verleen, beslissen tevens of de noodige gelden door de Schatkist aan de Regie zullen verstrekt worden ofwel of de Regie, om zich die gelden aan te schaffen, obligatiën onder waarborg van den Staat zal uitgeven.

ART. 46.

Ingeval de Schatkist aan de Regie de gelden verstrekt voor de uitgaven van eerste inrichting, moet zij het geheel bedrag der verleende credieten in eens storten, en de Regie zal den interest en aflossing gedurende zestig jaar der te harer beschikking gestelde sommen aan de Schatkist verschuldigd zijn. Deze annuïteiten worden berekend naar de wezenlijke rente, tegen welke de Staat zijne laatste leeningen heeft aangegaan.]

ART. 47.

Indien de Regie gewaarborgde obligatiën tot stand brengt, kan de Raad van Beheer die in eens of in verscheidene reizen uitgeven; door de Ministers

par les Ministres des Chemins de Fer et des Finances, le tableau d'amortissement, le taux de l'intérêt, le prix et les autres conditions d'émission de ces obligations dont le terme de remboursement ne pourra dépasser soixante ans. Les annuités pour l'intérêt et l'amortissement des obligations seront payées par un prélèvement sur les bénéfices de l'Exploitation et, éventuellement, sur le fonds de réserve.

ART. 48.

S'il arrivait que les bénéfices de l'exploitation et le fonds de réserve ne fussent pas suffisants pour payer les annuités des obligations émises, le Trésor verserait en temps utile le manquant à la Régie; ces versements seraient portés au compte « Annuités dues à l'État ».

ART. 49.

Un crédit de 300 millions de francs est accordé à la Régie pour constituer un fonds de roulement, pour doter les fonds de réserve, de renouvellement, de prévision et d'assurance et pour payer les dépenses de premier établissement à faire jusqu'au 31 décembre 1921. Le Conseil d'administration est autorisé à émettre des obligations garanties par l'État pour un montant nominal suffisant pour produire 300 millions de francs.

ART. 50.

Les annuités dues à l'État pour la valeur de reprise et pour versements en vue de dépenses de premier établissement sont payées le 30 juin et le 31 décembre de chaque année, par un prélèvement sur les bénéfices et,

van Spoorwegen en van Financiën moet hij doen goedkeuren de aflossingstabel, het bedrag van den interest, den prijs en de overige voorwaarden van uitgifte dezer obligatiën, welke binnen ten hoogste zestig jaar moeten terugbetaald worden. De annuïteiten wegens interest en aflossing der obligatiën worden betaald door eene afhouding van de winsten der exploitatie en, zoo noodig, van het reservefonds.

ART. 48.

Mochten de winsten der exploitatie en het reservefonds niet toereikend zijn om de annuïteiten der uitgegeven obligatiën te betalen, dan zou de Schatkist ten behoorlijken tijde het ontbrekende aan de Regie uitkeeren; deze stortingen zouden geboekt worden op de rekening « Annuïteiten verschuldigd aan den Staat ».

ART. 49.

Aan de Regie wordt een crediet verleend van 300 miljoen frank om een bedrijfsfonds tot stand te brengen, om het reservefonds, het vernieuwingsfonds, het voorzorgs- en verzekeringsfonds te begiftigen en om de uitgaven voor eerste inrichting tot 31 December 1921 te betalen. Aan den Raad van Beheer is het toegelaten, door den Staat gewaarborgde obligatiën uit te geven tot een nominaal bedrag groot genoeg om 300 miljoen frank op te brengen.

ART. 50.

De aan den Staat verschuldigde annuïteiten wegens de waarde van overname en wegens stortingen voor uitgaven van eerste inrichting worden op 30 Juni en 31 December van elk jaar uitbetaald door middel van eene afhou-

éventuellement, sur le fonds de réserve ainsi qu'il est dit à l'article 56. Si les bénéfices et le fonds de réserve sont insuffisants, le manquant sera porté à un compte « Annuités dues à l'Etat ».

ART. 51.

Au cours du semestre suivant la clôture de l'exercice, le Conseil d'administration transmet au Ministre des Chemins de fer, pour être soumis à l'approbation des Chambres, l'état des recettes et des dépenses de premier établissement, le bilan, le compte d'exploitation et le compte de profits et pertes, pour l'exercice écoulé. Le Conseil d'administration y joint son rapport de gestion.

Le Ministre des Chemins de fer, ainsi que chacune des Chambres, peuvent demander des rapports complémentaires sur tous les objets qu'ils indiquent.

ART. 52.

L'état des recettes et des dépenses de premier établissement comprend :

a) les dépenses pour l'extension, le rachat et le parachèvement des chemins de fer et pour les augmentations d'effectifs du matériel ;

b) les intérêts intercalaires y afférents et, d'autre part, les ressources au moyen desquelles il a été fait face à ces dépenses en distinguant entre :

a) le produit de l'aliénation de matériel et d'autres objets mobiliers et d'immeubles ;

b) les fonds provenant d'intervention de tiers ;

c) les fonds fournis par le Trésor ;

ding van de winsten en, zoo noodig, van het reservefonds, zooals is bepaald in artikel 56. Zijn de winsten en het reservefonds ontoereikend, dan wordt het ontbre ende geboekt op de rekening « Annuïteiten verschuldigd aan den Staat ».

ART. 51.

In den loop van het semester volgende op de afsluiting van het dienstjaar zendt de Raad van Beheer aan den Minister van Spoorwegen, om aan de Kamers ter goedkeuring te worden voorgelegd, den staat der ontvangsten en uitgaven van eerste inrichting, de balans, de bedrijfsrekening en de winst- en verliesrekening van het afgelopen dienstjaar. De Raad van Beheer voegt daarbij zijn verslag over het beheer.

De Minister van Spoorwegen, alsmede elke van beide Kamers, kunnen aanvullende verslagen eischen over al de door hen aangeduide zaken.

ART. 52.

De staat der ontvangsten en uitgaven van eerste inrichting omvat :

a) de uitgaven wegens uitbreiding, naasting en voltooiing der spoorwegen en wegens vermeerdering van het materieel ;

b) de daarbij behoorende aanvullende interesten en, anderzijds, de inkomsten, waarmede deze uitgaven bestreden werden, mits onderscheid wordt gemaakt tusschen :

a) de opbrengst der vervreemding van materieel en van andere roerende en onroerende goederen ;

b) de fondsen voortkomende van derden ;

c) de fondsen verstrekt door de Schatkist ;

d) les fonds provenant de l'émission d'obligations garanties.

ART. 55.

Le bilan présente à l'actif :

a) le compte de premier établissement ;

b) les frais d'émission des obligations non encore amorties ;

c) les annuités dues à l'État par suite d'insuffisance des bénéfices d'exploitation ;

d) les travaux et fournitures en cours d'exécution y compris les intérêts intercalaires ;

e) les espèces en caisse et dans les banques ;

f) les valeurs mobilières ;

Pour ces deux comptes e) et f), on indiquera séparément l'avoir de chacun des fonds de réserve, de renouvellement de prévision et d'assurance.

g) les immeubles réalisables ;

h) les approvisionnements ;

i) les débiteurs ;

j) pour ordre : les espèces et les valeurs mobilières détenues pour compte de tiers et celles appartenant aux diverses caisses et masses du personnel gérées par la Régie.

Au passif :

a) le montant des obligations émises et non remboursées ;

b) le montant des obligations amorties ;

c) la dette envers l'État, en capital, comprenant la valeur de reprise et les versements de l'État pour dépenses de premier établissement ;

d) le montant des amortissements de la dette envers l'État ;

e) le fonds de réserve ;

d) de fondsen voortkomende van de uitgifte van gewaarborgde obligatiën.

ART. 55.

De balans omvat als actief :

a) de rekening voor eerste inrichting ;

b) de kosten van uitgifte der nog niet afgeloste obligatiën ;

c) de aan den Staat verschuldigde annuïteiten ten gevolge van onvoldoende bedrijfswinsten ;

d) de in gang zijnde werken en leveringen met inbegrip van de aanvullingsinteressen ;

e) het geld voorhanden in de kas en in de banken ;

f) de roerende waarden ;

Voor deze twee rekeningen e) en f) wordt afzonderlijk vermeld het actief van elk der reserve-, vernieuwings-, voorzorgs- en verzekeringsfondsen ;

g) de vaste goederen die kunnen verkocht worden ;

h) de voorraden ;

i) de schuldenaars ;

j) Voor order : het geld en de roerende waarden, welke de Régie in handen heeft voor rekening van derden, en die welke het eigendom zijn van de onderscheidene kassen en fondsen van het personeel, door de Régie beheerd.

Als passief :

a) het bedrag der uitgegeven en niet terugbetaalde obligatiën ;

b) het bedrag der afgeloste obligatiën ;

c) de schuld jegens den Staat, in Kapitaal, omvattende de waarde der overname en de stortingen van den Staat wegens uitgaven van eerste inrichting ;

d) het bedrag van de aflossingen der schuld jegens den Staat ;

e) het reservefonds ;

- f) le fonds de renouvellement ;
- g) le fonds de prévision ;
- h) le fonds d'assurance en faveur du personnel ;
- i) les créiteurs ;
- j) pour ordre : la contre-partie des comptes à l'actif.

ART. 54.

Le compte d'Exploitation est crédité :

a) du produit du trafic, en distinguant entre celui des voyageurs et celui des marchandises ;

b) du produit des domaines et exploitations accessoires, distingués suivant leur nature ;

c) des sommes dues par le Trésor public par application des articles 34 et 35 de la présente loi.

Il est débité :

a) des dépenses d'exploitation divisées suivant leur nature ;

b) des sommes revenant aux Compagnies dont les lignes sont exploitées moyennant un loyer ou part de recettes ;

c) des prélèvements destinés au fonds de renouvellement, au fonds de prévision et au fonds d'assurance et aux caisses de secours ou autres, en faveur du personnel.

Le compte d'exploitation est soldé à la fin de chaque exercice par le compte de profits et pertes.

ART. 55.

Le compte de profits et pertes comprend :

Au crédit :

- a) le solde du compte d'exploitation ;
- b) le produit des valeurs mobilières

- f) het ver. ieuwingsfonds ;
- g) het voorzorgsfonds ;
- h) het verzekeringsfonds ten bate van het personeel ;
- i) de schuldeischers ;
- j) voor order : de contrapost der rekeningen op het actief.

ART. 54.

Op het credit der bedrijfsrekening worden geschreven :

a) de opbrengst van het verkeer ; onderscheid wordt gemaakt tusschen die van het personenverkeer en die van het goederenverkeer ;

b) de opbrengst der domeinen en bijkomende ondernemingen, onderscheiden volgens hun aard ;

c) de sommen, door de Openbare Schatkist verschuldigd bij toepassing van de artikelen 34 en 35 dezer wet.

Op het debet dier rekening worden geschreven :

a) de bedrijfsuitgaven verdeeld volgens hun aard ;

b) de sommen verschuldigd aan de Maatschappijen, wier lijnen in bedrijf worden genomen tegen huur of aandeel in de ontvangsten ;

c) de afgehouden sommen voor de vernieuwings-, voorzorgs- en verzekeringsfondsen en voor de steunkassen of andere ten bate van het personeel.

De bedrijfsrekening wordt op het einde van elk dienstjaar aangezuiverd door de winst- en verliesrekening.

ART. 55.

De winst- en verliesrekening omvat :

Op het credit :

- a) Het saldo der bedrijfsrekening ;

et du placement des capitaux disponibles, sauf ceux appartenant aux fonds de réserve, de renouvellement de prévision, de prévoyance ;

c) les rentrées diverses ;

d) les intérêts intercalaires sur travaux en cours ;

e) en cas de déficit, les prélèvements sur le fonds de réserve. Si le fonds de réserve était épuisé, le déficit serait porté au compte « Annuités dues à l'Etat ».

Au débit :

a) les annuités d'intérêt et d'amortissement sur les obligations émises et non amorties ;

b) les annuités d'intérêts et d'amortissement sur la valeur de reprise du réseau et sur les versements faits par le Trésor pour des dépenses de premier établissement ;

c) les amortissements extraordinaires et l'amortissement des frais d'émission des obligations ; éventuellement, l'amortissement du poste « Annuités dues à l'Etat » ;

d) en cas de boni, le solde est transféré au fonds de réserve.

ART. 56.

Le fonds de réserve est destiné à parer aux insuffisances de bénéfices pendant des années exceptionnelles. Il est doté d'une somme de 50 millions de francs, par un prélèvement unique sur le produit de la première émission d'obligations ; ce prélèvement est porté au compte de premier établissement. Il est ensuite alimenté par le boni du compte de profits et pertes et par les intérêts afférents aux espèces et va-

b) De opbrengst van de roerende waarden en van de belegging der beschikbare kapitalen, behalve die toebehoorende aan de reserve-, vernieuwings-, voorzorgs- en verzekeringsfondsen ;

e) De onderscheiden ontvangen sommen ;

d) De aanvullingsinteressen wegens aangevangen werken ;

e) In geval van tekort, de sommen nitgekeerd uit het reservefonds. Is het reservefonds uitgeput, dan wordt het tekort gebracht op de rekening « Annuïteiten verschuldigd aan den Staat ».

Op het debet :

a) De annuïteiten van interest en aflossing op de uitgegeven en niet afgeloste obligatiën ;

b) De annuïteiten van interesten en aflossing op de waarde van het net bij de overname en op de stortingen gedaan door de Schatkist voor uitgaven van eerste inrichting ;

c) De buitengewone aflossingen en de aflossing der kosten van uitgifte der obligatiën ; bij voorkomend geval, de aflossing van den post : « Annuïteiten verschuldigd aan den Staat » ;

d) In geval van overschot, wordt het saldo in het reservefonds gestort.

ART. 56.

Het reservefonds is bestemd om te voorzien in het tekort van winsten in uitzonderlijke jaren. Het wordt begiftigd met eene som van vijftig miljoen frank, slechts eenmaal afgehouden van de opbrengst der eerste uitgifte van obligatiën ; deze afhouding wordt geboekt op de rekening van eerste inrichting. Het wordt verder in stand gehouden door het overschot van de winst- en verliesrekening en door

leurs appartenant à ce fonds. Lorsque le fonds de réserve dépasse 100 millions de francs, la Régie doit diminuer les tarifs.

ART. 57.

Le fonds de renouvellement est destiné à régulariser les dépenses de renouvellement des voies, du matériel roulant et de l'outillage et les dépenses de reconstruction des bâtiments.

Il est doté d'une somme de 25 millions de francs par un prélèvement unique sur le produit de la première émission d'obligations; ce prélèvement est porté au compte de premier établissement. Il est ensuite alimenté par des prélèvements à charge du compte d'exploitation, fixés chaque année par le Conseil d'administration, et par les intérêts afférents aux espèces et valeurs appartenant à ce fonds.

ART. 58.

Le fonds de prévision est destiné à couvrir les dépenses résultant d'incendies, pertes, avaries et accidents, à l'exception des accidents du travail dont sont victimes les agents de la Régie.

Il est doté d'une somme de 25 millions de francs par un prélèvement unique sur le produit de la première émission d'obligations; ce prélèvement est porté au compte de premier établissement.

Il est ensuite alimenté par les intérêts afférents aux espèces et valeurs

de interesten wegens de tot dit fonds behorende gelden en waarden. Zoo- dra het reservefonds honderd miljoen frank overschrijdt, moet de Regie de tarieven verminderen.

ART. 57.

Het vernieuwingsfonds is bestemd om te voorzien in de uitgaven tot vernieuwing van de sporen, van het rollend materieel en van de uitrusting, alsmede in de uitgaven tot het wederoprichten van de gebouwen.

Het wordt begiftigd met eene som van 25 miljoen frank, slechts eenmaal afgehouden van de opbrengst der eerste uitgifte van obligatiën; deze afhouding wordt op de rekening van eerste inrichting geboekt. Het fonds wordt vervolgens in stand gehouden door afhoudingen ten laste van de bedrijfsrekening, welke ieder jaar door den Raad van Beheer worden vastgesteld, en door de interesten wegens de tot dit fonds behorende gelden en waarden.

ART. 58.

Het voorzorgsfonds is bestemd tot bestrijding van de uitgaven wegens brandrampen, verliezen, beschadigingen en ongevallen, ter uitzondering van de arbeidsongevallen, waarvan de beambten der Regie de slachtoffers zijn.

Het wordt begiftigd met eene som van 25 miljoen frank, slechts eenmaal afgehouden van de opbrengst der eerste uitgifte van obligatiën; deze afhouding wordt op de rekening van eerste inrichting geboekt.

Het fonds wordt vervolgens in stand gehouden door de interesten

appartenant à ce fonds et par des prélèvements à charge du compte d'exploitation, calculés de manière à représenter la moyenne des dépenses effectuées au cours des dix derniers exercices en vue de couvrir les risques d'incendie, accidents, pertes, avaries et autres sinistres.

ART. 59.

Le fonds d'assurance en faveur du personnel est destiné à payer aux agents les pensions de retraite et les indemnités pour accidents du travail. Il est doté d'une somme de dix millions de francs par un prélèvement unique sur le produit de la première émission d'obligations; ce prélèvement est porté au compte de premier établissement. Il est ensuite alimenté par des intérêts afférents aux espèces et valeurs appartenant à ce fonds, par des prélèvements à charge du compte d'Exploitation, dont le montant est déterminé par le Conseil d'Administration, et par les retenues opérées sur les salaires et appointements conformément aux réglemens sur les pensions.

ART. 60.

Le Conseil d'administration place au mieux des intérêts de la Régie les fonds disponibles provenant des recettes d'exploitation ou des crédits pour premier établissement non encore dépensés, ou appartenant aux divers

wegens de tot dit fonds behorende gelden en waarden, alsmede door afhoudingen tenlaste van de bedrijfsrekening, derwijze berekend dat zij het gemiddeld bedrag vertegenwoordigen van de uitgaven, in den loop van de jongste tien dienstjaren gedaan tot het dekken van de brandrisico's, ongevallen, verliezen, beschadigingen en andere rampen.

ART. 59.

Het verzekeringsfonds ten bate van het personeel is bestemd om aan de beambten de rustpensioenen en de vergoedingen wegens arbeidsongevallen uit te keeren.

Het wordt begiftigd met eene som van tien millioen frank, slechts eenmaal afgehouden van de opbrengst der eerste uitgifte van obligatiën; deze afhouding wordt op de rekening van eerste inrichting geboekt.

Het fonds wordt vervolgens in stand gehouden door de interesten wegens de tot dit fonds behorende gelden en waarden, alsmede door afhoudingen ten laste van de bedrijfsrekening, waarvan het bedrag door den Raad van Beheer wordt vastgesteld, en door de afhoudingen van de loonen en wedden, overeenkomstig de reglementen op de pensioenen.

ART. 60.

De Raad van Beheer belegt op de voor de Regie voordeeligste wijze de beschikbare gelden voortkomende van de bedrijfsontvangsten of van de nog niet verbruikte credieten van eerste inrichting, of toebehoorende aan de

fonds de réserve, de renouvellement, de prévision, d'assurance, etc.

ART. 61.

Si la Banque Nationale de Belgique était autorisée à accorder sur les dépôts de la Régie un intérêt au moins égal au taux d'escompte diminué d'un pour cent, elle serait chargée, à titre exclusif, du service financier de la Régie.

IX. — Contrôle des comptes.

ART. 62.

Le contrôle du bilan et de tous les comptes de la Régie est exercé par un Collège de censeurs, composé de six membres, qui a un droit illimité de surveillance pour ce qui concerne la comptabilité et peut prendre connaissance, sans les déplacer, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la Régie; il peut se faire fournir tous états, renseignements et éclaircissements relatifs à la recette et à la dépense des deniers de la Régie.

ART. 63.

Le Collège des Censeurs doit consigner ses observations dans un rapport qui, en même temps que le bilan et les comptes dressés par le Conseil d'Administration, est remis au Ministre, pour être présenté aux Chambres.

ART. 64.

Les membres du Collège des Censeurs sont élus pour six ans, trois par

onderscheidene reserve-, vernieuwings-, voorzorgs- en verzekeringsfondsen.

ART. 61.

Mocht de Nationale Bank van België gemachtigd worden om op de in bewaring gegeven gelden der Regie een interest uit te keeren van ten minste gelijk bedrag als het disconto-procent verminderd met één ten honderd, dan zou zij uitsluitend belast worden met den financieele dienst der Regie.

IX. — Contrôles der rekeningen.

ART 62.

Een Censorscollege, bestaande uit zes leden, is belast met het nazien van de balans en van al de rekeningen der Regie. Het bezit een onbeperkt recht van toezicht, wat de boekhouding betreft, en het mag ter plaatse zelf inzage nemen van de boeken, de briefwisseling, de processen-verbaalen, in 't algemeen, van al de schrifturen der Regie; het kan zich alle staten, inlichtingen en ophelderingen betreffende de ontvangsten en uitgaven der Regiegelden doen verstrekken.

ART. 63.

Het Censorscollege moet zijne aanmerkingen vermelden in een verslag dat, te zamen met de balans en de rekeningen opgemaakt door den Raad van Beheer, aan den Minister wordt toegezonden ten einde aan de Kamers te worden voorgelegd.

ART. 64.

De leden van het Censorscollege worden voor zes jaar gekozen, drie

le Sénat et trois par la Chambre des Représentants ; le Collège est renouvelable par tiers tous les deux ans ; les membres sortants peuvent être réélus. Lors de la première élection, le Sénat et la Chambre déterminent l'ordre de sortie. Tout censeur peut être révoqué par la Chambre qui l'a élu. En cas de vacance, le Sénat, ou la Chambre des Représentants respectivement, élit un nouveau censeur qui achève le mandat de celui qu'il remplace.

ART. 65.

Les censeurs doivent être Belges de naissance ou avoir reçu la grande naturalisation, être âgés de 35 ans au moins et de 70 ans au plus.

ART. 66.

Chaque censeur reçoit un traitement de 3.000 francs par an. Les censeurs peuvent se faire assister par des experts de leur choix, dont les émoluments sont à la charge de la Régie.

XI. — Dispositions transitoires.

ART. 67.

La Régie entre en possession des chemins de fer de l'État au plus tard dans les deux mois suivant la promulgation de la présente loi.

ART. 68.

La Régie reprendra pour son compte les contrats conclus par l'Administration des chemins de fer de l'État.

door den Senaat en drie door de Kamer der Volksvertegenwoordigers ; het Collège wordt om de twee jaar vernieuwd bij derden ; de aftredende leden zijn herkiesbaar. Bij de eerste verkiezing wordt door den Senaat en de Kamer de rooster van aftreding vastgesteld. Elke censor kan afgesteld worden door de Kamer die hem verkozen heeft. Valt er een plaats open, dan kiest de Senaat of de Kamer der Volksvertegenwoordigers onderscheidenlijk een nieuwen censor ; deze voleindigt het mandaat van dien hij vervangt.

ART. 65.

De censurs moeten Belg door geboorte zijn of de groote naturalisatie hebben bekomen, ten minste 35 en ten hoogste 70 jaar oud zijn.

ART. 66.

Elke censor ontvangt eene wedde van 3,000 frank per jaar. De censurs kunnen zich doen bijstaan door deskundigen, die zij vrijelijk kiezen en wier bezoldiging ten laste van de Regie valt.

X. — Overgangsbepalingen.

ART. 67.

Uiterlijk twee maanden na de afkondiging dezer wet komt de Regie in bezit van de Staatsspoorwegen.

ART. 68.

De Regie neemt voor hare rekening de overeenkomsten, welke het Bestuur der Staatsspoorwegen heeft gesloten.

ART. 69.

Pour l'année 1919, la Régie ne paiera pas l'annuité prévue par l'article 42.

ART. 70.

Pour déterminer le prélèvement annuel en faveur du fonds de prévision prescrit par l'article 58, on calculera la moyenne des dépenses annuelles en faisant subir aux dépenses des exercices antérieurs à la guerre une augmentation proportionnelle à celle que les tarifs ont subi depuis notre époque.

ART. 71.

La charge des pensions qui seront servies aux agents de l'Etat repris par la Régie sera supportée partie par le Trésor, partie par la Régie; le partage se fera proportionnellement au temps passé par l'agent au service de l'Etat et de la Régie; le Trésor versera chaque année à la Régie la part qui lui incombe.

ART. 69.

Voor het jaar 1919 moet de Regie de bij artikel 42 voorziene annuïteit niet betalen.

ART. 70.

Tot vaststelling van de jaarlijksche bijdrage ten bate van het voorzorgsfonds, voorgeschreven bij artikel 58, wordt het gemiddelde bedrag van de jaarlijksche uitgaven berekend met toepassing, op de uitgaven van de vooroorlogsehe dienstjaren, van dezelfde verhooging als sindsdien de tarieven hebben ondergaan.

ART. 71.

De last der pensioenen, uit te keeren aan de door de Regie overgenomen Staatsbeambten, wordt gedragen deels door de Schatkist, deels door de Regie; de verdeeling geschiedt naar verhouding van het getal dienstjaren van den beambte bij den Staat en bij de Regie; de Schatkist keert elk jaar aan de Regie het haar toekomend aandeel uit.

LOUIS BERTRAND,
EMILE VANDERVELDE,
E. ANSEELE,
MAX HALLET,
J. WAUTERS,
JOS. BOLOGNE.